

# INAUGURATION DE LA MAISON DE L'AVOCAT

(Samedi 27 Octobre 1984)

Monsieur le Bâtonnier,

Mesdames, Messieurs,

Je veux tout d'abord saluer l'heureuse initiative qu'à pris le barreau de Lille en créant une Maison de l'avocat. Et quelle maison ! Nous <sup>allons</sup> ~~venons de~~ visiter ce superbe immeuble du 17ème siècle dont l'emplacement garde le souvenir du passage d'un certain Thomas BECKET ; nous <sup>allons</sup> ~~venons de~~ le visiter, <sup>et nous savons déjà que c'est là</sup> ~~est~~ un exemple de restauration intelligente comme elles se multiplient dans le vieux Lille.

Ce vieux Lille ~~dont vous savez combien il m'est cher~~

Ce vieux Lille qui a été le coeur de la ville,

Ce vieux Lille qui allait disparaître,

Ce vieux Lille qui renaît avec la création du secteur sauvegardé mais qui ne renaît pas seulement pour devenir une réserve d'histoire, un témoignage d'un moment du passé de notre ville.

Ce vieux Lille nouveau qui revit autour des deux institutions qui le marquent, l'évêché et sa cathédrale - vous savez que nous avons de grands projets autour de la Treille - et ce palais de justice résolument moderne où nous nous trouvons.

.../...

*Ce vieux Lille,  
l'ancienne bâtonnerie  
n'est heureuse  
de recevoir le président  
des villes de Willem  
qui fondeur de la  
ville de justice  
à un mille ans de nous -*

*roman*  
Vous savez que jeune conseiller général, j'avais

*par fait*

voulais la construction de ce palais qui a été le premier  
signe de la renaissance du quartier, ce palais qui est la  
maison des magistrats, des avocats, de la justice et de  
ceux qui la servent.

Les avocats, leur barreau, ~~nos syndicates~~,  
auront donc leur maison dans le vieux Lille mais vous êtes  
dans la ville toute entière.... Vous savez combien les  
liens entre la municipalité et le barreau sont anciens,  
étroits et amicaux. Je voudrais ici saluer ceux d'entre vous  
qui sont, ou ont été membres du Conseil Municipal, mais je  
voudrais aussi me féliciter de l'excellent concours que votre  
profession apporte, au bénéfice des Lillois, et notamment des  
plus démunis d'entre eux, au service municipal de la médiation.  
Vous connaissez le succès de cette formule originale que nous  
avons créée en commun en 1980. Près de 1400 Lillois ont béné-  
ficié des consultations juridiques gratuites qui leur sont  
données par des avocats à l'hôtel de ville, près de 600 - ils  
sont passés en trois ans de 83 à 216 - ont utilisé les bons de  
consultations que le barreau et la ville financent en commun  
afin de leur permettre de faire appel à l'avocat de leur choix.  
Je souhaite que cette collaboration fructueuse, qui est l'expres-  
sion du souci de service public commun à votre profession e  
à la ville, se perpétue et se développe dans l'avenir.

.../...

*La bataille pour  
le Palais de Justice fut  
une victoire des  
avocats de la justice  
et de la parole  
contre la présidence  
et la justice d'Etat*

*Le Palais de Justice*

Mais vous permettrez certainement à votre Maire de ne pas oublier - comment le pourrait-il d'ailleurs ! ces trois années de Premier ministre.

En matière de justice que fallait-il faire ? que pouvait-on faire ?

Fallait-il écouter la <sup>voix</sup> ~~loi~~ de l'heure, la <sup>voix</sup> ~~loi~~ du jour, celle qui naît d'un sentiment d'insécurité qui n'est pas toujours en rapport avec la réalité de la délinquance ?

Fallait-il écouter la <sup>voix</sup> ~~loi~~ de la conscience, celle qui depuis Voltaire, Diderot et les encyclopédistes, à travers le 19ème siècle, à travers l'affaire Dreyfus a conduit la France vers toujours plus de liberté, vers toujours plus de justice ?

Oui je suis fier, devant vous aujourd'hui, d'avoir dirigé le Gouvernement qui a aboli la peine de mort, qui a abrogé la loi anti-casseurs et la loi "Sécurité et Liberté", qui a supprimé ces juridictions d'exception qu'étaient la cour de sûreté de l'Etat et les tribunaux militaires.

Car le combat pour la démocratie et la liberté est inséparable du combat pour les droits de l'homme, pour le respect et l'élargissement des droits de la défense. On ne peut pas s'indigner de ce qui se passe ailleurs, <sup>on ne peut pas</sup> ~~on ne peut pas~~ <sup>exiger la</sup> ~~exiger la~~ <sup>libération de Jacques ABOUCHAR, si</sup> ~~on ne mène pas dans son propre~~ <sup>et on a d'autant plus que les</sup> ~~on ne mène pas dans son propre~~ pays le combat pour plus de liberté et plus de justice.

le plus donne  
à l'union une  
conscience collective  
et affective des Français  
le plus

usé



C'est pourquoi je suis fier de ce qui a été fait, c'est pourquoi je veux rendre hommage, à cet égard à la tâche accomplie par le Garde des Sceaux Robert BADINTER. Les campagnes ignobles dont il a été la cible discréditent leurs auteurs et témoignent du fait que, dans notre pays, certains secteurs de l'opinion ont encore bien du mal à admettre et à respecter les règles de la démocratie.

Mais on ne vit pas seulement de principes, c'est pourquoi je suis heureux de participer aujourd'hui à l'inauguration de cette Maison de l'Avocat : il faut fortifier ceux qui sont les auxiliaires de la justice - En vous organisant, en vous regroupant, en vous dotant de nouveaux moyens, vous montrez que vous avez compris l'évolution nécessaire de votre profession, l'une des plus anciennes, celle qui mérite le plus, le beau nom de "Libérale". Mais cette évolution doit conduire à toujours plus d'indépendance.

Cette indépendance, condition première de l'exercice de votre profession, le Gouvernement ~~d'union de la gauche~~ s'est attaché à la renforcer. La refonte de la formulation - plus que centenaire - de votre serment en a été l'illustration. Vous ne risquez plus de paraître soumis à la politique, nécessairement conjoncturelle de l'Etat.

Nous avons également réaffirmé votre indépendance par rapport aux juridictions. C'est dans cet esprit qu'a été, vous le savez, supprimé le délit d'audience. Le magistrat ne peut plus

se comporter, vous concernant, comme juge et partie.

Je mentionnerai également ce qui a été fait au plan financier - ce n'est peut être pas le moins important -

- Rémunération des avocats commis d'office, rémunération certes limitée mais qui constitue une charge budgétaire importante pour le Ministère de la justice.

- Amélioration de l'aide judiciaire et progression de près de 60 % en 3 ans de ~~mes~~ indemnités. *et leur d'autres mesures tout je l'ai fait à l'année en le bilan*

- Enfin, ~~contrairement à la plupart des professions libérales vous n'avez pas été assujéti à la T.V.A.~~

~~Voilà, vous me pardonnerez ce bref bilan, mais~~ *Je suis aujourd'hui revenu dans ma ville, et c'est sans doute*  
suis aujourd'hui revenu dans ma ville, *et c'est sans doute*  
dans le domaine de la justice qu'en trois ans a été accomplie  
une des tâches les plus importantes et les plus significatives.  
J'ai le sentiment <sup>d'avoir</sup> d'avoir participé au combat pour la justice,  
pour une justice toujours plus humaine, plus équilibrée  
et je sais que <sup>Dans</sup> ce combat là, les avocats <sup>sont aussi présents</sup> ~~répondent, eux aussi,~~  
~~présents.~~ <sup>i</sup> ~~vous savez,~~ mieux que quiconque, quelles étaient  
les imperfections de notre système, et <sup>sur lesquels</sup> ~~quels~~ sont les progrès  
qui restent à accomplir.

*C'est pourquoi j'adresse au nom de la ville votre  
travail, comme elle le fait de  
Toul et de la division départementale de  
la justice*